



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 21/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SICAL

69 rue du Docteur Pontier
62380 Lumbres

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\SICAL_Lumbres_0007001030\2_Insp
ections\2025 06 06 AN25 sobriété hydrique
Code AIOT : 0007001030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2025 dans l'établissement SICAL implanté 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action ciblée sur le respect des exigences "sécheresse" et réalisée de façon inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICAL
- 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres
- Code AIOT : 0007001030

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SICAL à LUMBRES exploite une usine de fabrication de papier et de carton d'emballage. L'installation procède également au moulage de pièces en matière expansée, transforme du polystyrène et du polypropylène. La production est destinée notamment au secteur alimentaire (secteurs de la marée, barquette viande...) et pharmaceutique.

L'installation est soumise à ce jour à autorisation pour les rubriques 2440, 2430-2, 329, 2662-a, 1715 et à enregistrement pour la rubrique 2921 de la nomenclature des Installations Classées. L'établissement fonctionne sous couvert de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/10/2009.

Elle fait l'objet de plusieurs arrêtés de mise en demeure portant notamment sur des dépassements en émergences acoustiques (APMD du 07/04/2017) et pour régularisation administrative du site (06/09/2012).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Action sécheresse	AP Complémentaire du 22/08/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté préfectoral plaçant le département 62 en situation de vigilance	Arrêté Préfectoral du 19/05/2025	Sans objet
2	AM relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les bassins versants Audomarois et Delta de l'Aa sont placés en vigilance sécheresse par AP du 19/05/2025.

L'information du personnel sur le site est réalisée.

Dans l'optique du passage en niveau de gravité supérieur, l'exploitant doit fournir :

- Son plan d'actions sécheresse pour début juillet 2025 ;
- Son Étude Technico-Economique de réduction des consommations et des prélèvements (ETE) pour fin juillet 2025 .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté préfectoral plaçant le département 62 en situation de vigilance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2025
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété hydrique - vigilance
Prescription contrôlée : Article 1 : Dans le département du Pas de Calais les bassins versants de l'Audomarois et du delta de l'Aa sont placés en vigilance sécheresse Article 3 - Mesures d'information La situation de vigilance n'impose aucune mesure de restriction mais invite les usagers à réduire leurs consommations d'eau, et à éviter les utilisations qui ne sont pas indispensables, afin de prévenir l'instauration de mesures de restriction. Tous les usages sont concernés :...industriels.... Ils peuvent mettre en œuvre par anticipation les mesures applicables en situation de sécheresse figurant en annexe 1 de l'arrêté cadre en date du 31/05/2023 relatif à la mise en place de principe commun de vigilance et de gestion des usages de l'eau en cas d'étiage sévère de la ressource ou de risques de pénuries liés aux épisodes de sécheresse dans les bassins versants des départements 59 et 62.
Constats : La visite d'inspection réalisée a une vocation pédagogique pour informer l'exploitant de l'entrée en période de vigilance et de ses conséquences. L'exploitant a déjà connaissance de l'AP vigilance du 19/05/2025 (62) par la CAPSO. Une copie lui est remise en séance. L'Inspection rappelle les conséquences de l'AP de vigilance : Cet arrêté provoque la mise en application de l'article 3 de l'AM du 30/06/2023 modifié qui indique : " <i>vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site</i> ". Le jour de la visite, l'information du personnel par affichage n'est pas encore réalisée. Par courriel du 26/06/25, l'exploitant transmet à l'Inspection les éléments de communication adoptés qui sont diffusés sur les écrans de communication de l'ensemble du site. Il déclare que ces informations font l'objet de communication verbale avec les équipes et qu'une diffusion sous version papier sera réalisée avec les fiches de paie du mois de juin 2025 pour sensibiliser l'ensemble du personnel aux bons gestes à adopter.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : AM relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété hydrique vigilance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
<p>Constats :</p> <p>Les bassins versants Audomarois et Delta de l'Aa ont été placés en période de vigilance sécheresse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'affichage de la procédure écrite a été réalisé postérieurement à la visite (voir point de contrôle précédent). - L'affichage préconise des mesures de bon sens sans fixer d'objectifs chiffrés à ce stade. <p>L'Inspection informe l'exploitant sur les niveaux de gravité suivants définis dans l'AM du 30/06/2023 (alerte, alerte renforcée , crise) et leurs conséquences définies à l'article 2 de cet AM :</p> <p>" - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;</p> <p>- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;</p> <p>- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %."</p> <p>Elle rappelle que le préfet peut prescrire par arrêté préfectoral des mesures différentes (à la hausse ou la baisse).</p> <p>A ce stade, l'arrêté cadre interdépartemental (Nord et Pas-de-Calais) sécheresse du 31/05/2025 est celui en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Action sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/08/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Délai de transmission de l'étude
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étude technico-économique et le plan d'actions demandés aux articles ci-dessus du présent arrêté seront adressés à l'Inspection de l'environnement dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir travaillé sur les deux sujets mais ne pas avoir totalement formalisé les documents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé que l'exploitant fournisse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le plan d'action sécheresse pour juillet 2025 (1 mois à compter de la visite) - L'ETE pour fin juillet 2025
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>